

## Mobilisation du 9 octobre : Ensemble pour un autre avenir !

### L'audiovisuel public dans la tourmente

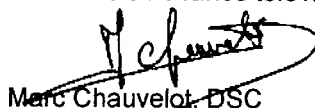
Le gouvernement a lancé un vaste plan de casse des services publics. La réduction du périmètre de France Télévisions a commencé: suppression de France Ô et de France 4, dilution de France 3 Paris Ile de France au Siège, menaces sur les éditions nationales de France 3.

Le projet de loi de finances pour 2019 prévoit une amputation de - 36 M€ pour l'audiovisuel public dont - 26 M€ pour FTV. Cela s'inscrit dans le plan d'économies de 190 M€ d'ici 2020, auxquels il faut ajouter 150 M€ d'investissement dans le numérique. Si on additionne ces « plus » et ces « moins » et qu'on ajoute le plan d'économies déjà engagé, c'est un total de près de 400 M€ d'économies à réaliser sur la période, principalement sur FTV.

Dans le même temps, les commandes obligatoires au profit des producteurs privés sont sanctuarisées, 560 M€ pour l'audiovisuel public dont 480 M€ pour France Télévisions, l'indexation de la redevance sur l'inflation est abandonnée et la réforme attendue de la redevance renvoyée aux calendres grecques... et les grands groupes privés grandissent et prospèrent.

Les conséquences de ces économies sur l'emploi, les conditions de travail et la qualité de notre activité, déjà fortement dégradées pourront devenir dramatiques. Une autre politique de l'audiovisuel public est nécessaire, au-delà de la vision strictement budgétaire. L'importance d'un service public de qualité, accessible à tous et sur tous les supports et pour tous les usages, est un enjeu crucial dans la période que nous traversons.

Pour la CGT France télévisions



Marc Chauvelot, DSC

### Déconstruction des retraites et de l'assurance chômage

Le gouvernement prépare une réforme des retraites qui risque d'engendrer une catastrophe pour les jeunes actifs, les femmes du fait notamment des périodes d'arrêt maternité, les intermittents et tous ceux qui ont des carrières discontinues.

Concernant l'assurance chômage, le gouvernement a communiqué une lettre de cadrage aux organisations syndicales leur intimant l'obligation de baisser les droits des chômeurs de presque 4 milliards d'euros sur 3 ans, tout en épargnant le patronat abusant de la précarité.

Ce sont les travailleurs précaires, cumulant activité réduite et périodes de chômage, qui sont ciblés par le gouvernement. Ils sont accusés de ne pas assez « traverser la rue » pour chercher du travail. Le patronat, Medef en tête, va inévitablement s'attaquer au régime d'assurance chômage des intermittents, nombreux à France Télévisions, soit en exigeant de nouvelles économies, soit en tentant de supprimer le régime.

Face à ces attaques, groupons-nous pour empêcher la casse des services publics et des droits sociaux. Exigeons une politique culturelle et sociale pour toutes et tous.

La CGT, avec FO, l'UNEF, l'UNL, Solidaires et la FSU, appelle à faire du mardi 9 octobre une puissante journée de mobilisation interprofessionnelle au service du progrès social.

A cette fin, pour obtenir un financement à la hauteur des besoins, pour stopper l'hémorragie sur l'emploi et la réduction du périmètre public, la CGT de FTV appelle le personnel à cesser le travail le mardi 9 octobre à compter de 0H00 et pour une durée de 24H, afin de se joindre aux manifestations organisées sur tout le territoire.

Paris, le 2 octobre 2018

Reçu le 02/10/18  
à 14h40 avec les réseaux  
d'usage

